



**MARDI 10 MARS 2026: FO DEVANT LE MINISTÈRE
PROPOS SCANDALEUX DES REPRÉSENTANTS DU MINISTRE**

UNE SEULE SOLUTION : L'UNITÉ POUR GAGNER !

Mardi 10 mars, à l'appel de 26 sections départementales Force ouvrière, plus de 250 manifestantes et manifestants en grève étaient rassemblés devant le ministère de l'Éducation nationale : des professeurs, des AED, des AESH, des éducateurs spécialisés, des parents d'élèves, venus de toute la France pour contester les conditions de la rentrée 2026 annoncées par le Ministre. 13 départements et académies étaient représentés.

Nous portons également la voix des centaines de collègues qui n'avaient pas pu faire le déplacement mais qui étaient en grève pour nous soutenir et organiser des actions devant leur établissement.

Notre délégation a été reçue par deux responsables chargés du budget de l'Éducation. L'échange a duré deux heures.

Nous avons demandé l'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classe, la baisse des effectifs par classe, la conversion des HSA et HP, le recrutement de personnels, et, bien sûr, la création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH et les AED avec les droits qui vont avec.

Florilège des réponses que nous avons obtenues ...

MINISTÈRE : « La loi de finances 2026 a été votée. Elle s'impose au Ministre. »

FO : « Une loi qui a été faite peut se défaire. De l'argent, il y en a : il suffit de regarder le budget de l'armée ou les exonérations fiscales accordées aux entreprises du CAC 40. Il faut cesser de sacrifier les services publics. »

MINISTÈRE : « La baisse démographique va se poursuivre et s'accélérer dans le second degré. »

FO : « La baisse démographique n'explique pas tout. En Ille-et-Vilaine, par exemple, un lycée qui gagne 6 élèves perd 73 HP. Où est la baisse démographique pour cet établissement ? »

MINISTÈRE : « ça aurait pu être pire, on aurait pu supprimer 8000 postes. »

FO : « Et nous devrions être satisfaits ? »

MINISTÈRE : « Concernant la baisse des effectifs, nous avons le choix entre améliorer le taux d'encadrement, ou reprendre tout et alléger la dépense publique. Tout est une question de curseur. Nous avons choisi l'allègement public. »

FO : Par ces mots, la cheffe du service de pilotage, du budget et des territoires, assume sans complexe la logique économique du Ministère : faire des coupes, alléger le budget, l'austérité.

MINISTÈRE : « Les AESH ont un quasi-statut. En 2024, 63 % d'entre elles étaient en CDI. Elles ont bénéficié de revalorisations salariales successives. Ce sont des avancées sociales. »

FO : « Nous ne connaissons pas le « quasi-statut ». Est-ce une nouvelle notion juridique ?...
Le CDI peut être considéré comme une avancée mais ce sont des temps partiels imposés qui maintiennent les AESH sous le seuil de pauvreté... »

FO revendique toujours le 24h comme temps plein, et un statut (plein et entier) de la Fonction publique. C'est pourquoi nous sommes stupéfaits d'entendre parler d'« avancées sociales ».

Pour les dites « revalorisations salariales », en fait du saupoudrage (+ 0,2 %, + 0,5 %...), il ne s'agissait que de rattrapages de salaire pour que le Ministère reste dans la légalité.*

*(*La loi interdit de rémunérer les personnels de la FP en-dessous du SMIC)*

MINISTÈRE : « Les PAS ont été expérimentés l'année dernière. Les résultats de cette expérimentation sont plutôt encourageants. Donc nous les poursuivons. »

FO : « De quels résultats parlez-vous ? Les organisations syndicales n'ont jamais pris connaissance de bilan des expérimentations des PAS. En Ille-et-Vilaine, le seul bilan des PAS que nous avons pu faire, c'est le licenciement de 24 AESH le 30 septembre 2025 : elles ont été licenciées car elles refusaient de signer l'avenant à leur contrat qui leur imposait de voir leur zone d'exercice s'aligner sur les futurs PAS. Pour nous, les PAS, c'est ça. »

Et... Rien sur les personnels AED. Rien sur les professeurs contractuels. Concernant les HSA, « c'est un sujet identifié... ». Point final.

Ce fut un festival de propos scandaleux et décomplexés.

La délégation a mis en garde le ministère : **« Si vous n'annulez pas les suppressions de postes, si vous n'accordez pas un vrai statut aux AESH et aux AED, si vous ne baissez pas les effectifs par classe, nous allons droit dans le mur. Vous ne nous laissez pas d'autre choix que de bloquer l'éducation nationale. »**

Extrait de l'appel des 250 le 10 mars 2026 :

« Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, répondez à nos revendications. Faute de quoi, vous porterez la responsabilité de la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale. »

Pour lire l'appel à bloquer l'Éducation nationale adopté avec les 250 manifestantes et manifestants en sortant de l'audience



L'urgence, pour nous, c'est :

- ✓ La satisfaction des revendications, pas l'austérité budgétaire
- ✓ L'annulation des suppressions de postes, la création de tous les postes nécessaires (*profs, AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels de labo...*)
- ✓ Le recrutement et la création d'un statut de la Fonction Publique pour les AESH & les AED !
- ✓ La baisse des effectifs par classe
- ✓ L'améliorer les conditions travail de toutes et tous

LA BATAILLE NE FAIT QUE COMMENCER.

Organisons-nous toutes et tous ensemble : écoles, collèges, lycées, parents d'élèves !

L'intersyndicale d'Ille-et-Vilaine (FNEC FP FO 35, FSU 35, CGT educ'action 35, Se-UNSA 35, CFDT 35, SUD Éducation 35) appelle à la grève à partir du jeudi 19 mars 2026. C'est le moment ! Toutes et tous ensemble dans la grève pour dire non au Ministre !

Pour nous contacter : syndicat@snfolc35.fr / 07.50.97.10.68.

